

## **Revue de presse (12-26 octobre)**

Intéressante revue de presse (12-26 octobre) cette semaine. Des étudiants et des étudiantes ont participé à la perturbation du Congrès du Parti libéral, cette revue en fait donc un compte-rendu. Mais il y a plus: des articles sur l'enseignement en Soins infirmiers, les Élans de Garneau (football ET basketball féminin), de surnoises modifications des prêts informatiques, le référendum sur les hausses des frais de scolarité à Laval, des nouvelles des émeutes étudiantes au Chili, une sortie de la FECQ contre le désengagement du gouvernement dans les prêts et bourses, une lettre de notre ami Marc Simard (professeur en histoire en Garneau) et... un ancien coordonnateur de l'Asso à Occupation Montréal!

24 octobre 2011

### **Le baccalauréat obligatoire pour devenir infirmière?**

Sara Champagne, La Presse

Est-ce que la formation collégiale pour devenir infirmière devrait être abolie au Québec? C'est la question que se posera un millier de professionnels en santé, aujourd'hui et demain, à l'occasion du congrès annuel de l'Ordre des infirmières et infirmiers du Québec (OIIQ).

La directrice du Centre d'innovation en formation infirmière de la Faculté des sciences infirmières de l'Université de Montréal, Jacynthe Pepin, lancera le débat en traçant le portrait de la France et la Suisse. Dans ces pays, il n'existe plus de formation collégiale pour devenir infirmière. Et il faut nécessairement être titulaire d'un baccalauréat pour espérer pratiquer la profession.

«La Belgique est également en train de s'interroger, explique Mme Pepin. Il faut savoir qu'au Canada, toutes les autres provinces sont passées au baccalauréat. Seul le territoire du Yukon fait exception. Évidemment, il faudrait des mesures de transition pour le Québec. Mais on peut penser que nous en sommes rendus là, surtout à la lumière de l'entente sur la main-d'oeuvre avec la France.»

Cette année, l'OIIQ présentera d'ailleurs un programme scientifique démontrant que la profession ne se limite pas à changer des pansements ou à procéder à des prises de sang.

L'infirmier bachelier, Jean Clermont-Drolet, qui oeuvre auprès des autochtones au Centre de santé Betsiamites dans le nord du Québec, parlera de l'impact à long terme de la consommation d'amphétamines (speed, ecstasy, etc.) sur les élèves du secondaire.

«Il est clair que sur la santé cardiaque, il peut y avoir des séquelles. Mais au-delà de l'aspect clinique, il faut se pencher sur nos façons d'intervenir en désintoxication. Les jeunes ont la pression de ne rien manquer, tout va vite. Tout doit être excitant. Alors, les boissons énergisantes sont tentantes. Et quand ce n'est pas suffisant, c'est le speed, la cocaïne. Il faut donc leur apprendre à profiter des petits bonheurs de la vie.»

En tout, le congrès présentera 33 ateliers sur autant d'aspects de la profession: pratique clinique, encadrement, milieux d'enseignement, organisation des soins et recherche. Dans la même foulée, l'Ordre tiendra son assemblée annuelle au cours de laquelle le conseil d'administration votera sur plusieurs propositions touchant la valorisation de la profession d'infirmière.

24 octobre 2011

## **Les étudiants financeront 98% de la hausse des prêts et bourses, selon la FEUQ**

Pierre-André Normandin, La Presse

L'augmentation des prêts et bourses décrétée pour pallier la hausse des droits de scolarité sera défrayée par les étudiants, déplore la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ). Le mouvement étudiant soutient que, loin d'augmenter sa contribution, le gouvernement Charest réduira sa participation au régime d'aide financière aux études.

La Presse a obtenu copie d'une analyse de la FEUQ sur le financement du programme d'aide financière aux études réalisée à la suite de la hausse des droits de scolarité

décrétée dans le dernier budget. Ses auteurs taillent en pièce les promesses du gouvernement Charest qui s'était engagé à hausser de 118 millions le programme de prêts et bourses accordés aux étudiants à faible revenu afin de maintenir l'accessibilité aux études universitaires.

«Pseudo-bonification»

«Cette pseudo-bonification est assumée directement par les étudiants universitaires, puisque sur les 118 millions, 116 proviennent des étudiants, soit une proportion de 98%», a calculé la FEUQ dans son analyse qui sera rendue publique aujourd'hui.

Selon les données tirées du dernier budget, la part du provincial à l'aide financière diminuera considérablement d'ici six ans. Alors que Québec payait tout près de la moitié de la facture en 2009-2010, sa contribution sera d'à peine 7,4% lors de l'année scolaire 2017-2018, selon les calculs de la FEUQ. Le mouvement étudiant évalue même que la contribution fédérale au programme dépassera celle du provincial dès l'an prochain.

Alors que leurs droits de scolarité passeront de 2168\$ actuellement à 3793\$ dans six ans, le mouvement estime que les étudiants défrayeront à eux seuls près des deux tiers du programme d'aide financière aux études. «L'accessibilité, ce sont les étudiants qui devront se la payer», déplore la FEUQ.

Désengagement de Québec

Pour illustrer le désengagement provincial, le mouvement étudiant indique que le gouvernement fédéral a créé un nouveau programme de bourses pour lequel le Québec reçoit une compensation de plus de 70 millions par année. Or, le gouvernement provincial n'a pas augmenté d'autant l'aide financière aux études, selon la FEUQ, faisant ainsi baisser sa contribution au programme.

Cette sortie survient alors que la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, a présenté hier les mesures pour assurer l'accessibilité aux études. Le gouvernement entend notamment maintenir le montant maximal des prêts. Des bourses viendront plutôt compenser la hausse des droits de scolarité qui augmenteront de 325\$ par année jusqu'en 2017.

23 octobre 2011

## **Québec bonifie l'aide financière aux études**

La Presse Canadienne

Le gouvernement Charest a dévoilé dimanche cinq nouvelles dispositions afin de bonifier l'aide financière aux études.

Ces mesures s'inscrivent dans le Plan de financement des universités, qui vise à accroître de 850 millions \$ les ressources financières aux universités québécoises.

Elles comprennent notamment le maintien du montant maximal de prêt, qui permettra aux personnes boursières d'être compensées sous forme de bourse pour la hausse des droits de scolarité ainsi que la hausse de l'allocation spéciale visant à couvrir, sous forme de prêt, la hausse des droits de scolarité pour certaines personnes n'ayant pas droit à une bourse.

Par voie de communiqué, la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, a indiqué que ces mesures devraient augmenter l'accessibilité aux études, ajoutant qu'elles préserveront également un enseignement de qualité.

Se disant consciente que tous les étudiants n'ont pas les mêmes moyens financiers, la ministre a souligné que les personnes à faible revenu pourront recevoir une aide financière plus généreuse.

23 octobre 2011

## **Droits de scolarité: référendum contesté à l'Université Laval**

Olivier Parent, Le Soleil

(Québec) Le référendum de l'Université Laval sur la hausse des droits de scolarité a beau avoir remporté la faveur des opposants, voilà que le processus référendaire fait lui-même l'objet de contestations. Une plainte a été déposée, jeudi, pour condamner le référendum et l'influence exercée sur celui-ci par la CADEUL, qui représente les étudiants de premier cycle.

Le mouvement de dénonciation a pris naissance sur Facebook, mercredi, au moment où le référendum battait son plein sur le campus. Félix Bernard, un étudiant en droit, a publié sur son profil un texte relevant les contradictions de la campagne référendaire.

«Je questionne pas du tout la tenue du référendum, je trouve que c'est très légitime d'aller sonder le pouls des étudiants», a d'abord précisé au Soleil M. Bernard.

«Le seul problème que je voyais, c'était l'impartialité de la CADEUL par rapport à tout le processus. J'en parlais beaucoup avec mes collègues, tout le monde avait à peu près le même son de cloche, on trouvait qu'il y avait beaucoup de choses qui détonnaient, surtout concernant la publicité qui était faite avant le référendum et même pendant.»

La CADEUL a poursuivi sa campagne contre la hausse des droits de scolarité pendant les cinq jours du référendum, à l'aide d'affiches et de tracts qui ne manquaient pas de moyens, indique M. Bernard. Or, rappelle-t-il, les procédures référendaires prévoient déjà la formation de deux comités faisant la promotion de chacune des positions.

Selon lui, la question du référendum orientait elle aussi la position défavorable à la hausse annoncée par le gouvernement Charest, d'autant plus qu'elle a été formulée par un comité formé de membres de la CADEUL, incluant le président Sébastien Harvey.

«Si on suit la logique, la CADEUL délègue elle-même à la CADEUL le mandat de formuler la question référendaire. S'il n'y a pas partialité, je me demande bien c'est quoi», glisse-t-il.

#### Comité «interne»

Félix Bernard critique également le fait que le comité du référendum soit nommé par la CADEUL plutôt que par un comité externe. «Si les procédures qui sont là donnent une partialité évidente, à ce moment-là il faudra changer les procédures. Il y a quelque chose qui ne fonctionne pas, clairement», tranche l'étudiant.

La CADEUL se défend en disant avoir respecté toutes les procédures de sa politique référendaire. «La campagne était quand même très factuelle et représentait la réalité des étudiants, dans le contexte de cette hausse-là», affirme le président de la CADEUL, Sébastien Harvey. Ce dernier a confirmé la réception d'une plainte contre les

agissements du comité exécutif pendant le référendum. «On prend ça en considération, c'est certain. Les gens ont le droit de s'exprimer. La plainte sera traitée au conseil d'administration. [...] Ce sera transmis pour les événements futurs, je ne crois pas qu'on ait à s'énerver avec ça», précise M. Harvey.

Rappelons que les participants du référendum ont rejeté à 66,88 % la hausse annoncée des droits de scolarité, alors que 28,61 % ont voté en faveur et que 4,45 % se sont abstenus. Félix Bernard relativise toutefois les résultats, en rappelant le taux de participation de 33 %.

«C'était si facile d'aller vote électroniquement que tu te dis : "Est-ce que les étudiants en ont assez de ce débat-là?" Trente-trois pour cent, ce n'est pas beaucoup pour une question qui influence directement les étudiants», conclut-il.

23 octobre 2011

## **Congrès du Parti Libéral: des tomates pour Jean Charest**

Olivier Parent, Le Soleil

(Québec) Profitant de la tenue du congrès du Parti libéral dans la capitale, des centaines de manifestants venant de partout à travers la province se sont réunis, hier après-midi, pour faire part de leur grogne contre les choix budgétaires du gouvernement Charest.

Le mouvement populaire avait d'ailleurs pour thème Rouges de colère... contre les libéraux! De nombreux étudiants ainsi que des représentants des milieux syndical et communautaire ont défilé dans la ville avant de se rendre devant le Centre des congrès, où 2000 militants libéraux sont réunis jusqu'à aujourd'hui. La foule a été invitée à lancer des tomates sur une affiche à l'effigie du premier ministre Jean Charest, sur laquelle on avait pris le soin d'inscrire charogne.

Aucune arrestation n'a été réalisée par le Service de police de la Ville de Québec. Une seconde manifestation sur le même thème doit se tenir le 10 novembre, à Montréal.

23 octobre 2011

## La défensive des Élans a tenu le coup

Jean-François Tardif, Le Soleil

(Québec) Tirant de l'arrière 16 à 10 à la demie et éprouvant de la difficulté à contenir l'attaque au sol de leurs rivaux, les Élans se sont ressaisis en défensive en deuxième demie en plus de marquer 11 points dans le quatrième quart pour vaincre les Cougars du Collège Champlain-Lennoxville 21-16, hier au Collège F.-X.- Garneau.

«Nous avons dû apporter des ajustements à notre jeu à la fin du deuxième quart», a expliqué l'entraîneur-chef Pat Boies. «En défensive, nous sommes revenus à une formation de base afin de contrer l'attaque au sol des Cougars. Et en attaque, nous avons davantage profité de nos chances. Car nous avons bien bougé le ballon en première demie, mais nous nous étions souvent tirés dans le pied.»

Luis-Andres Guimont-Mota a enregistré le premier touché des Élans sur une course au premier quart. Par la suite, Louis-Philippe Simoneau a ajouté un placement pour les locaux. Au quatrième quart, Antoine Leduc a donné les devants aux siens avec une course d'une verge. Puis Simoneau a creusé l'écart avec un simple. Tirant de l'arrière par deux points, les Cougars se sont mis en marche. Mais la défensive a tenu le coup. Et Simoneau a assommé les Cougars avec un placement.

«Ça faisait un mois que les gars travaillaient à chaque jour les lacunes techniques qu'ils avaient eues lors de notre premier match face à Lennoxville. Les gars ont bien joué pour contrer l'attaque des Cougars. Je pense que l'on commence à voir la défensive que l'on croyait avoir en début d'année. Et il nous manque encore Samuel Cantin.

«Ça se présente donc bien pour les séries. On a prouvé que l'on pouvait battre tout le monde, sauf le Vieux-Montréal. Mais la dernière fois que nous avons affronté les Spartiates, nous avons le match entre nos mains. La rencontre que l'on vient de jouer est un bon boost pour arriver en séries.»

Auteur de quatre plaqués solos, de deux plaqués assistés et de deux sacs du quart, Louis Alexandre-

Tétrault a été la vedette défensive des Élans. Étienne Gauthier-Desmeules a réussi un sac, et Keith-Andrew Robitaille a totalisé six plaqués, dont cinq en solo. En attaque, le

quart-arrière Antoine Leduc a réussi 16 de ses 25 passes pour des gains de 184 verges. Sa cible préférée a été Simon Bélanger-Fortin (7/99 verges). Au sol, Guimont-Mota a gagné 122 verges en 21 portées et Leduc 80 en 23 portées.

22 octobre 2011

## **Citoyens et étudiants voient rouge**

Fanny Samson, Montréal Campus

Plusieurs centaines de manifestants ont marché aujourd'hui dans les rues de Québec pour dénoncer les orientations budgétaires du gouvernement Charest, à l'occasion du congrès du Parti libéral du Québec (PLQ).

La manifestation «Rouges de colère... contre les libéraux» a été organisée par la Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics et de la Coalition régionale de Québec-Chaudière-Appalaches et a réuni des Québécois provenant de tous les milieux. Les deux coalitions regroupent au total 175 groupes populaires, syndicats, groupes de femmes et associations étudiantes. Les manifestants ont protesté contre le dégel des frais de scolarité, les gaz de schiste, les augmentations de la tarification d'Hydro-Québec, la collusion et la «taxe santé».

Des militants des quatre coins du Québec se sont rejoints au Centre Lucien-Borne vers 11 heures, où Gabriel Nadeau-Dubois, porte-parole de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSE), membre de la coalition, a pris la parole sous une surveillance policière accrue. «Le gouvernement Charest tente de nous faire croire que la reprise économique et le retour à l'équilibre budgétaire passent par les compressions et la privatisation de nos services publics, affirme le porte-parole de l'ASSE. Avec la «taxe santé» et la hausse de tarifs comme les frais de scolarité et l'hydroélectricité, ce gouvernement choisit des mesures qui augmentent les inégalités sociales».

Le «ras-le-bol populaire», tel que décrit par Ann Gingras, porte-parole du Conseil central de la Confédération des syndicats nationaux, se fait sentir chez des familles québécoises. Tel est le cas de Christine Gauthier, chargée de cours à l'Université Laval,

accompagnée de ses deux jeunes enfants. «Mes filles savent pourquoi elles sont ici», déclare la mère, qui milite, entre autres, pour le bien-être des générations futures.

Les manifestants se sont ensuite dirigés vers les bureaux du ministère de l'Éducation pour dénoncer directement le dégel des frais de scolarité. Une sculpture carrée devant le ministère a été peinte en rouge.

La marche s'est terminée devant le Palais des congrès de Québec, où s'est déroulé le congrès du PLQ. Une barrière a bloqué l'accès à l'édifice et des dizaines de policiers ont surveillé les manifestants. Plusieurs discours ont été entendus. «Aujourd'hui est le début de notre colère, nous sommes indignés», a lancé la porte-parole de la CSN, Ann Gingras. Les manifestants en ont profité pour lancer des tomates à une affiche à l'effigie du premier ministre, sans oublier d'en diriger quelques-unes vers les médias.

Un militant libéral, Louis Coutu, a répondu aux manifestants par son compte Twitter. «Alors que certains lancent des tomates dehors, d'autres travaillent à façonner le Québec de demain.»

22 octobre 2011

## **Perturbation du congrès libéral**

### **Des tomates pour Jean Charest**

Jean-Luc Lavallée, Agence QMI

QUÉBEC - Plus de 300 manifestants se sont rendus samedi midi devant le Centre des congrès à Québec, lieu de réunion de quelque 2000 militants libéraux, pour crier au gouvernement Charest qu'ils sont «rouges de colère».

Plusieurs d'entre eux ont lancé des tomates sur une cible à l'effigie de Jean Charest, qualifié de «charogne». Quelques tomates ont même été projetées en direction des libéraux qui observaient la scène à l'extérieur, sans atteindre leur objectif. «Nos tomates sont pas mal moins pourries que le gouvernement!», a-t-on pu entendre.

Jean Charest n'a pas réussi à «apaiser la frustration de toute la population», ont martelé plusieurs participants, malgré l'annonce d'une commission d'enquête avec plus de mordant sur l'industrie de la construction.

«Ce n'est pas ça qui va diminuer notre colère parce qu'on en a ras le bol de ses mesures qui nous appauvrissent et ça va bien au-delà de la collusion et de la corruption qu'on dénonce également!» ont-il ajouté.

Le groupe était composé de nombreux étudiants, de militants syndicaux et de divers groupes comme la Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics (CTPSP) et la Coalition régionale de Chaudière-Appalaches (CRCA).

«Nous n'accepterons plus cette odeur de pourriture qui empoisonne notre quotidien», a lancé Ann Gingras de la CSN, déplorant les coupes annoncées dans les commissions scolaires et la privatisation grandissante en santé. Une autre manifestation est prévue à Montréal le 10 novembre.

21 octobre 2011

## **Hausse des droits de scolarité: les étudiants de l'UL votent contre**

Olivier Parent, Le Soleil

(Québec) Les étudiants de l'Université Laval ont officiellement rejeté en bloc la hausse des droits de scolarité annoncée par le gouvernement du Québec, dans un référendum qui s'est déroulé toute la semaine sur le campus.

Parmi la population étudiante, 66,88 % des participants ont voté contre la hausse annoncée, tandis que 28,61 % ont voté en faveur et que 4,45 % se sont abstenus. Le référendum a enregistré un taux de participation de 33,09 %, un record selon le président de la Confédération des associations d'étudiants et d'étudiantes de l'Université Laval (CADEUL), Sébastien Harvey.

«On n'a jamais vu un taux aussi élevé que ça. On est fiers du travail qui a été fait par le comité exécutif pour atteindre ce taux de participation, et on comprend que c'est un enjeu important pour les étudiants», s'est réjoui M. Harvey, après le dévoilement des résultats.

La CADEUL devient ainsi officiellement contre la hausse des droits de scolarité annoncée par le gouvernement Charest pour les cinq prochaines années. La facture pour les étudiants doit hausser de 325 \$ par an jusqu'en 2017, passant de 2168 \$ à 3793 \$.

21 octobre 2011

## **Les étudiants manifestent contre la hausse des droits de scolarité**

Radio Canada

Environ 200 étudiants ont manifesté vendredi après-midi contre l'augmentation des droits de scolarité devant le Centre des congrès de Québec.

Ils ont bloqué deux des trois voies sur le boulevard René-Lévesque en direction ouest devant le Centre des congrès.

Les étudiants ont profité du congrès du Parti libéral du Québec, qui s'ouvre vendredi soir, à Québec, pour dénoncer l'intention du gouvernement Charest de hausser les droits de scolarité de 1625 \$. Selon les étudiants, la mesure causera de l'endettement et pénalisera davantage ceux qui proviennent des régions éloignées.

« Nous, ce qu'on veut, c'est que le gouvernement Charest garantisse à tous les enfants qu'ils vont avoir accès à une éducation de qualité au niveau universitaire et nous, on est convaincus qu'à force de pression, le gouvernement va trouver une autre manière de financer les universités », a fait valoir le président de la Fédération étudiante collégiale du Québec, Léo Bureau Blouin.

Ce dernier a affirmé par ailleurs que le gouvernement est mal placé pour imposer ce genre de hausse alors que sa gestion des finances publiques est critiquée.

De son côté, Chad Waltott, un étudiant en science politique à l'Université Concordia, a plaidé que son parcours scolaire pourrait être compromis en raison de la hausse des droits de scolarité.

« Il faut savoir que ce n'est pas juste les étudiants qui vont souffrir avec cette hausse. C'est nos parents, c'est nos petits frères, nos petites soeurs, c'est les prochaines générations d'étudiants qui vont devoir payer plus cher », a-t-il affirmé.

20 octobre 2011

## **Chili: les étudiants occupent le siège du Sénat**

Eva Vergara, The Associated Press

SANTIAGO, Chili - Des dizaines d'étudiants ont interrompu une réunion d'un comité du Sénat chilien, jeudi, pour demander la tenue d'un référendum sur la façon de résoudre les problèmes sociaux du Chili, en particulier dans le domaine de l'éducation.

Certains manifestants sont montés sur la table de la salle du comité et ont déroulé une bannière qui disait «Plébiscite maintenant», provoquant le départ précipité du ministre de l'Éducation, Felipe Bulnes, et d'autres responsables qui participaient à la réunion. Un jeune militant a fracassé une fenêtre, tandis que d'autres ont crié et lancé des pièces de monnaie contre M. Bulnes, qui a trébuché en tentant de quitter la salle.

Les manifestants ont ensuite occupé le siège du Sénat à Santiago et ont diffusé des images de leur manifestation en direct sur Internet. Ils ont appelé les étudiants à se rassembler devant l'édifice, qui était le siège du Congrès chilien avant l'époque de la dictature militaire, puis ont entamé une marche vers le palais présidentiel.

L'occupation du Sénat est survenue quelques heures après que la police antiémeute eut violemment évincé des manifestants des tribunes du siège actuel du Congrès, dans la ville de Valparaiso.

Le président du Sénat, Guido Girardi, membre de l'opposition, a promis que les manifestants dans l'édifice du Sénat ne seraient pas délogés par la force, une promesse qui a suscité les critiques des parlementaires alliés au gouvernement.

Les étudiants universitaires et les élèves du secondaire boycottent leurs cours et organisent des manifestations depuis près de six mois pour demander que le gouvernement procède à des réformes majeures dans le système d'éducation. Les

manifestations ont été largement pacifiques, mais de petits groupes d'émeutiers ont fréquemment affronté la police à la fin des rassemblements.

Les étudiants demandent que le gouvernement fournisse une scolarité gratuite à tous les Chiliens, pas seulement les pauvres, et qu'il améliore la qualité de l'enseignement. Ils demandent aussi la diminution des subventions versées aux écoles privées.

19 octobre 2011

## **Chili: des émeutiers affrontent la police après une manifestation étudiante**

Luis Hidalgo / The Associated Press

SANTIAGO, Chili - Des violences ont de nouveau éclaté dans la capitale chilienne, mercredi, quand de petits groupes de jeunes émeutiers cagoulés ont affronté la police, au moment où quelque 100 000 étudiants manifestaient pacifiquement pour demander des réformes dans le système public d'éducation.

Deux grandes marches, organisées avec l'approbation des autorités, ont convergé à Santiago pour demander au président Sebastian Pinera d'accroître le rôle du gouvernement central dans l'éducation. Les changements demandés par les étudiants, qui manifestent et boycottent leurs cours depuis près de six mois, auraient pour effet de réformer en profondeur un système d'éducation largement privatisé depuis l'époque de la dictature (1973-1990). Le président Pinera met de l'avant des réformes plus ciblées, comme l'augmentation des subventions de l'État afin de permettre à plus d'étudiants pauvres de s'inscrire dans les établissements privés. À la fin de la manifestation, de petits groupes se sont dissociés de la foule et ont affronté la police, déclenchant rapidement des violences. Une station-service a été attaquée et des vandales se sont emparés des pompes pour répandre de l'essence au sol. La police a arrosé la zone et coupé l'électricité pour éviter qu'un gigantesque incendie ne se déclare. Mardi, d'autres manifestations comprenaient de petites franges d'émeutiers violents, qui ont aussi attaqué une station-service et mis le feu à un autocar dont les passagers s'étaient

enfuis. Un leader des étudiants, Camilo Ballesteros, a estimé que ces violences ne faisaient qu'appuyer la rhétorique du gouvernement, qui affirme que les manifestations étudiantes sont devenues hors de contrôle. Sur les réseaux sociaux, les militants étudiants se demandent de plus en plus qui sont les responsables de ces violences, certains avançant la possibilité que des instigateurs favorables au gouvernement aient déclenché les troubles.

18 octobre 2011

## **HEC sur les barricades**

Tiffany Hamelin, Quartier libre

Vincent Boissonneault était l'un des seuls étudiants de HEC présents au rassemblement Occupons Montréal. Mais il incarne une nouvelle tendance altermondialiste qui se développe même dans les écoles de commerce.

« Je n'étudie pas à HEC pour travailler dans une banque plus tard », explique Vincent Boissonneault, qui se forme à l'entrepreneuriat dans le seul but de créer des coopératives de travail en Inde, et espère ainsi rendre le fonctionnement des entreprises plus humain.

L'étudiant en gestion n'hésite pas à arborer fièrement la couleur rouge des socialistes. À seulement 19 ans, il est l'un des responsables de la communication interne d'Occupons Montréal. Seul aujourd'hui, mais nombreux demain: Vincent croit à l'impact de son mouvement comme au changement actuel des mentalités, même au sein des institutions les plus conservatrices.

« Il y a très peu de personnes aux pensées progressistes à HEC Montréal, explique-t-il, mais de plus en plus de sujets comme l'environnement ou l'entrepreneuriat social deviennent mainstream et sont plus abordés dans les cours, même par des professeurs pour la plupart de droite. » Selon lui, « ça permet le développement d'une conscience collective qu'on ne trouve pas forcément chez les étudiants en finance ».

Dans la foulée d'un mouvement mondial politiquement très engagé, l'occupation du Square Victoria devant le Centre de commerce mondial a commencé samedi dernier par un rassemblement d'environ 500 personnes. Les manifestants, qui ont renommé le square Place du peuple, ont pour slogan « Nous sommes les 99 % », en référence à l'écrasante majorité de la population qui subit un système financier dont ne profiterait qu'un pour cent de la population.

17 Octobre 2011

## **Les Élans de F. X. Garneau surclassent les Jeannois**

### **Les Jeannois ont encaissé un premier revers de 87-49 dans la Ligue collégiale masculine de basketball**

Jacques-La-Haye, [www.leliacstjean.com](http://www.leliacstjean.com)

Gain de 87-49 en basketball

Les Élans du Collège François-Xavier Garneau sont parmi les meilleures équipes de la Ligue collégiale de basketball. Dimanche, les Élans ont surclassé les Jeannois par la marque de 87-49 lors du premier match de leur calendrier.

Après le premier quart de 10 minutes, les Élans ont pris une avance de 18-14. Au deuxième quart, les visiteurs ont inscrit 23 points alors que les Jeannois ont doublé leur production avec quatorze autres points.

Au troisième quart, les Élans ont ajouté quatorze points au tableau contre dix pour les Jeannois. Mais, c'est surtout au quatrième quart que la différence entre les deux formations est apparue alors que les visiteurs ont doublé la production des Jeannois avec un total de vingt-deux points.

«Aujourd'hui, l'équipe avait une grosse commande sur les bras avec ce match contre les Élans de Garneau, l'une des meilleures équipes de notre conférence. Je suis content de la performance générale de l'équipe, la meilleure depuis les matchs préparatoires. Évans Murray, notre nouveau monteur, a offert une très bonne performance dans l'ensemble. Aujourd'hui, Jordan Mailhot a eu un peu de difficulté à se démarquer et à

offrir le niveau de jeu qu'il a l'habitude de présenter. On lui en demande beaucoup avec un temps de jeu de presque quarante minutes, mais on peut être assuré que lorsque la forme physique sera là, il pourra nous donner de bons matchs», souligne l'entraîneur-chef des Jeannois, Simon Leblanc.

" Je suis content de la performance générale de l'équipe, la meilleure depuis les matchs préparatoires"

- Simon Leblanc, entraîneur-chef des Jeannois du Collège d'Alma

Quelques éléments de la formation des Jeannois n'ont pas participé à cette première rencontre du calendrier pour diverses raisons. Cependant, l'entraîneur-chef des Jeannois se dit satisfait de la détermination des joueurs qui forment l'équipe actuelle.

«Il y a cinq gars qu'on pensait qu'ils seraient de l'équipe, mais qui ne jouent pas par manque de désir de jouer dans le AA. On a fait le ménage et le résultat que l'on voit là est obtenu par des gars beaucoup plus travaillant, conscient de leur rôle et qui travaillent plus fort pour atteindre leurs objectifs. D'ici la fin de l'année, je pense qu'on peut faire des matchs à toutes les équipes. On vient de le prouver face à une formation bien établie. Le score final ne démontre pas l'allure du match», de conclure Simon Leblanc.

Le prochain match des Jeannois est présenté le dimanche 30 octobre alors que l'équipe du Cégep de Rivière-du-Loup sera sur le plateau du Collège d'Alma.

16 octobre 2011

## **Élans de FX Garneau : plus ardu que prévu**

Olivier Bossé

(Québec) Les Élans de F.-X.-Garneau ont eu besoin de tout leur petit change offensif pour vaincre les Lynx d'Édouard-Montpetit 26-14, hier. «On va la prendre pour la fiche», grommelait l'entraîneur Patrick Boies, après cette victoire plus ardue que prévu.

Le duel de première division du football collégial opposait Québec (5-3) à Longueuil (0-8), la meilleure attaque du circuit contre une défensive exécration. Avant le botté d'envoi,

la seule crainte de Boies logeait auprès de sa propre défensive, handicapée par les blessures.

«C'est notre pire performance offensive de l'année. De loin», clame pourtant le pilote, une fois le sifflet final entendu. «On a manqué de focus à l'attaque toute la deuxième demie. On dirait que c'était nous autres qui étaient maganés», déplore Boies, aussi coordonnateur offensif. Revirements et pénalités d'indiscipline ont fourni aux coachs moult occasions de se fâcher.

Remise par-dessus la tête du quart-arrière, ballon échappé par le receveur Félix Lechasseur au terme d'un long jeu de passes, deux échappées du porteur de ballon Jean-Philippe Hébert. Pour ne nommer que quelques erreurs commises par les Élans sur leur terrain du boulevard de l'Entente.

#### Guimont-Mota efficace

Mais les revirements ont aussi été une bouée de sauvetage pour Garneau, au deuxième quart. Les deux premiers touchés des locaux ont été inscrits grâce aux maladroesses des Lynx. D'abord un sac d'Étienne Desmeules-Gauthier cause une échappée récupérée par Pierre-Étienne Tétreault, menant au premier majeur du porteur de ballon Luis-Andres Guimont-Mota.

Puis l'interception de Keith-Andrew Robitaille, sa première de deux dans le quart, permet à Guimont-Mota de refaire le coup quelques instants plus tard. Un placement et deux simples de plus, et Garneau rentre au vestiaire fort d'une avance de 19-0, à la demie.

La tenue du quart Antoine Leduc (10/21, 97 verges) ne satisfait pas Boies. Il le remplace donc par Martin-Olivier Blackburn (4/8, 72 v., 1 int.), avant de retourner Leduc dans la mêlée pour favoriser le jeu au sol. Par la course, Leduc cumule 39 verges de gains nets et marque un touché. Hébert amasse 99 verges en 18 courses et Guimont-Mota 70 en 10 portées. Au chapitre aérien, Lechasseur récolte 73 verges grâce à huit attrapés.

Boies et ses Élans gardent espoir de devancer les Cougars de Lennoxville en deuxième position du classement, au terme des 10 matchs réguliers. Cela signifie l'avantage du

terrain en demi-finale. Élans et Cougars ont d'ailleurs rendez-vous samedi prochain, à Québec.

Sauf qu'«on joue comme ça contre Lennox la semaine prochaine et on mange une volée», prévient Boies. Il compte retrouver ses secondeurs Samuel Cantin et Marc-Antoine Leblond en santé, question de requinquer une unité défensive contre laquelle il n'avait néanmoins rien à redire, hier.

13 octobre 2011

## **En bref - Le nombre d'universitaires est en hausse**

Lisa-Marie Gervais, Le Devoir

Une nouvelle allocation pour l'achat de matériel préoccupe les étudiants

Des étudiants s'inquiètent des effets pervers que pourrait avoir sur l'endettement une nouvelle allocation qui remplace le prêt normalement consenti par le ministère de l'Éducation pour l'achat d'un micro-ordinateur.

Selon l'ancien règlement de l'Aide financière aux études, un étudiant au collégial ou à l'université, s'il était obligé de se procurer un ordinateur portable pour s'inscrire dans un programme — comme le baccalauréat en administration, par exemple —, pouvait bénéficier d'une allocation allant de 2000 à 3000 \$. Ce prêt a été récemment remplacé par une allocation pour «l'achat de matériel d'appui à la formation» de 150 \$ par session, totalisant 900 \$ au bout de trois ans d'études. Ce montant permet à l'étudiant de se procurer autre chose que du matériel informatique, comme un coffre à outils, des toiles et des logiciels spécialisés, a signifié le ministère de l'Éducation.

Le président de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), Léo Bureau-Blouin, craint que cela aggrave l'endettement des étudiants. «Je ne sais pas si la ministre est allée dans un magasin d'informatique récemment, mais avec 150 \$, on ne peut pas s'acheter d'ordinateur, a-t-il lancé. On voit que de plus en plus de programmes recommandent que les étudiants aient un ordinateur portable ou même qu'ils les y obligent. Au XXI<sup>e</sup> siècle, c'est de plus en plus une nécessité.»

Selon lui, les étudiants n'auront alors d'autre choix que de se tourner vers les institutions financières ou utiliser une carte de crédit pour s'en procurer un. La FECQ a calculé qu'un étudiant contractant un prêt de trois ans d'une institution financière devra rembourser entre 400 et 700 \$ de plus que le prix de l'ordinateur, selon que c'est un Mac (environ 1400 \$, taxes incluses) ou un PC (environ 800 \$, taxes incluses). S'il achète l'ordinateur portable avec sa carte de crédit, c'est 560 et 1000 \$ qu'il devra payer en sus du prix de l'appareil. «En plus d'augmenter les droits de scolarité, on coupe en douce dans les prêts et bourses, alors que la ministre avait promis de bonifier le programme d'aide financière aux études. Vraisemblablement, ce n'était que des paroles», a soutenu M. Bureau-Blouin.

16 octobre 2011

### **La mythistoire nationaliste: une vision réductionniste**

Marc Simard à Québec, L'auteur enseigne l'histoire au collège François-Xavier-Garneau La faute en incombe aux concepteurs du programme universitaire actuel de formation des maîtres, qui fait une large place à la pédagogie tout en laissant la portion congrue aux connaissances disciplinaires.

À prime abord, on ne peut qu'être en accord avec les auteurs du rapport L'histoire nationale négligée quand ils affirment que les futurs enseignants qui donneront les cours d'histoire du Québec et du Canada aux élèves du secondaire manquent de connaissances.

Mais ce constat ne s'applique pas qu'à ceux qui enseigneront en troisième et quatrième secondaires: il touche aussi ceux qui donneront les autres cours d'histoire (sur la civilisation occidentale et sur le temps présent, notamment) et même les enseignants de toutes les disciplines.

La faute en incombe aux concepteurs du programme universitaire actuel de formation des maîtres, qui fait une large place à la pédagogie tout en laissant la portion congrue aux connaissances disciplinaires. Une fois de plus, le ministère de l'Éducation et les

universitaires se sont vautrés dans la bêtise «pédagogisante» et se sont acharnés contre les savoirs, censés échoir aux futurs enseignants (et à leurs élèves, empêtrés dans l'approche par compétences) par l'opération du Saint-Esprit.

Là où on doit être en désaccord avec leurs conclusions, c'est quand ils affirment qu'il faut non seulement donner plus de cours d'histoire aux futurs enseignants, mais que ces cours doivent porter sur l'histoire dite nationale, dans le but de leur faire connaître «les grands événements de notre histoire politique et constitutionnelle». Et cela pour deux raisons : d'abord parce que cette conception de l'histoire, étroitement politique, relève d'une vision qui n'a plus cours depuis l'entre-deux-guerres; et ensuite parce que le rapport cherche une fois de plus à réduire l'histoire du Québec (et celle du Canada par le fait même), aux grandes lignes de la mythistoire nationaliste, qui la présente comme un cheminement millénariste vers la rédemption à travers la souffrance et les avatars infligés par les colonisateurs britanniques et leurs sicaires au pauvre peuple canadien-français.

En effet, la conception de l'histoire véhiculée par les auteurs du rapport nous ramène aux beaux jours du positivisme des Lavis et Rambaud, où les historiens traitaient essentiellement d'histoire politique, constitutionnelle et militaire, et glorifiaient les grands hommes (mais pas les femmes). Cette vision réductionniste a été battue en brèche par les historiens depuis les années 1920 au profit d'une histoire plurielle dans ses objets d'étude (histoire sociale, économique, culturelle, des groupes ethniques, des mentalités, des moeurs, des odeurs et des couleurs, etc.) et dans ses sources, qui ne sont plus limitées aux écrits.

Ces mutations ont permis à la discipline historique de prendre acte de la richesse du matériau historique et de développer des sujets d'études multiples qui fécondent notre compréhension du réel et de l'actuel, longtemps enfermée dans le politique. On voit difficilement au nom de quels principes, sinon ceux véhiculés par l'agenda souverainiste, nous devrions revenir à l'histoire racornie et parcellaire des historiens du XIXe siècle.

Une brève lecture du rapport laisse entrevoir le jupon souverainiste, qui y dépasse largement. Ainsi ses auteurs donnent, comme exemples des grands pans d'histoire

négligés dans la formation des maîtres, la guerre de Sept Ans, la Conquête, les Rébellions de 1837-1838, les conscriptions et la Révolution tranquille, tous des faits charnières de la mythistoire.

Leur combat est mené au nom d'une plus grande place pour l'histoire «nationale» dans la formation des enseignants, mais le curriculum qu'ils nous proposent repose en fait sur une lecture partielle et partiale de notre histoire, ramenée à la vieille rengaine de la lutte du peuple québécois pour sa survie et à la litanie des grands moments et des innombrables sacrifices menant celui-ci au paradis de l'indépendance.

Les futurs enseignants et leurs élèves méritent mieux que ce rapetissement de l'histoire et cette fermeture idéologique.